## cgt

## Union Syndicale Départementale SANTE et ACTION SOCIALE CGT 06 34 Bd Jean Jaurès 06300 NICE 04 93 92 37 86 – cgtsantesocial06@gmail.com

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

## FERMETURE DE LA CLINIQUE MOZART

L'ARS PACA, conformément aux directives nationales et non sans zèle, continue à organiser le développement des grands groupes en parallèle du démantèlement du service public sanitaire, social et médico-social.

Après avoir favorisé le développement des établissements lucratifs indépendants, on assiste aujourd'hui à leur fermeture. L'activité ne pouvant être récupérer par les services publics qui doivent aussi fermer des lits et supprimer des emplois, tout loisir est laissé aux groupes de se développer en récupérant l'activité...ou pas, s'il ne la juge pas assez rentable.

Au bout du compte ce sont toujours les mêmes qui paient l'addition : les salarié-es qui perdent leurs emplois, les usagers pour lesquels l'accès à des soins de qualité est de plus en plus difficile.

La CGT continue de dénoncer les politiques qui font reculer la qualité du système de santé français et exige l'abrogation des différentes lois adoptées ces dernières années (HPST, loi santé...) qui entravent le développement d'un système répondant aux besoins.

La CGT appelle avec force à l'ouverture d'un véritable débat public au niveau national et au niveau des territoires pour évaluer de façon transparente les besoins de la population et les meilleures façons d'y répondre.

Ce n'est pas les annonces faites dans le cadre du projet « Ma santé 2022 » qui vont nous aider à relever les défis qui sont devant nous, bien au contraire.

Bientôt le PLFSS 2019 va être en débat à l'assemblée nationale, début 2019 un projet de loi a été annoncé concernant une réforme hospitalière : nous appelons les député-es à défendre l'intérêt de tous et de chacun, l'intérêt général, en votant des budgets permettant d'investir dans la création de postes pour augmenter les effectifs, dans la formation, dans la revalorisation des salaires, en votant des règles qui permettent de défendre le service public hospitalier, son statut et son rôle central.

Le développement des groupes favorise le gaspillage de l'argent public : la sécurité sociale ne doit pas servir à reverser des dividendes.